

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/12673
28 avril 1978
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'APPLICATION DE LA RESOLUTION
418 (1977) SUR "LA QUESTION DE L'AFRIQUE DU SUD", ADOPTÉE PAR LE
CONSEIL DE SECURITE A SA 2046ème SEANCE, LE 4 NOVEMBRE 1977

1. A sa 2046ème séance, le 4 novembre 1977, le Conseil de sécurité, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, a adopté à l'unanimité la résolution 418 (1977), dont le texte est reproduit ci-après :

"Le Conseil de sécurité,

Rappelant sa résolution 392 (1976), dans laquelle il a condamné vigoureusement le Gouvernement sud-africain pour avoir recouru à des actes de violence massive et au meurtre d'Africains, y compris des écoliers, des étudiants et d'autres qui marquaient leur opposition à la discrimination raciale, et invité ce gouvernement à mettre fin sans délai aux actes de violence contre le peuple africain et à prendre d'urgence des mesures en vue d'éliminer l'apartheid et la discrimination raciale,

Reconnaissant que l'accroissement de la puissance militaire et les actes persistants d'agression de l'Afrique du Sud contre les Etats voisins troublent gravement la sécurité de ces Etats,

Reconnaissant en outre que l'embargo actuel sur les armes doit être renforcé et appliqué universellement, sans aucune réserve ou restriction que ce soit, afin de prévenir une nouvelle aggravation de la situation déjà sérieuse en Afrique du Sud,

Prenant note de la Déclaration de Lagos pour l'action contre l'apartheid (S/12426),

Gravement préoccupé par le fait que l'Afrique du Sud est sur le point de fabriquer des armes nucléaires,

Condamnant vigoureusement le Gouvernement sud-africain pour ses actes de répression, son maintien arrogant du système d'apartheid et ses attaques contre des Etats indépendants voisins,

Considérant que les politiques et les actes du Gouvernement sud-africain sont lourds de dangers pour la paix et la sécurité internationales,

Rappelant sa résolution 181 (1963) et d'autres résolutions concernant un embargo volontaire sur les armes à l'encontre de l'Afrique du Sud,

Convaincu qu'il est nécessaire qu'un embargo obligatoire sur les armes soit appliqué universellement à l'encontre de l'Afrique du Sud en premier lieu,

Agissant en conséquence en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. Constate, eu égard aux politiques et aux actes du Gouvernement sud-africain, que l'acquisition par l'Afrique du Sud d'armes et de matériel connexe constitue une menace pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales;

2. Décide que tous les Etats cesseront immédiatement toute livraison à l'Afrique du Sud d'armes et de matériel connexe de tous types, y compris la vente ou le transfert d'armes et de munitions, de véhicules et de matériel militaires, d'équipement de police paramilitaire et de pièces détachées pour les articles susmentionnés, et qu'ils cesseront également la livraison de tous types d'équipement et de fournitures, et l'octroi de licences, pour la fabrication ou l'entretien desdits articles;

3. Demande à tous les Etats de revoir, eu égard aux objectifs de la présente résolution, tous les arrangements contractuels existants avec l'Afrique du Sud et toutes les licences qui lui sont actuellement accordées et qui ont trait à la fabrication et à l'entretien d'armes, de munitions de tous types et de matériel et de véhicules militaires, en vue d'y mettre fin;

4. Décide en outre que tous les Etats devront s'abstenir de toute coopération avec l'Afrique du Sud concernant la fabrication et l'élaboration d'armes nucléaires;

5. Demande à tous les Etats, y compris les Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies, d'agir en stricte conformité des dispositions de la présente résolution;

6. Prie le Secrétaire général de faire rapport au Conseil sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution, le premier rapport devant être présenté le 1er mai 1978 au plus tard;

7. Décide de maintenir ce point à son ordre du jour en vue de prendre toute autre mesure qui conviendra à la lumière des circonstances."

2. Par des télégrammes datés du 4 novembre 1977, le Secrétaire général a transmis le texte de la résolution aux ministres des affaires étrangères de tous les Etats^{*}.
3. Dans des notes datées du 10 novembre 1977 (voir annexe I ci-après) et adressées aux ministres des affaires étrangères de tous les Etats, le Secrétaire général a attiré leur attention sur le fait que le Conseil de sécurité, convaincu qu'il était nécessaire qu'un embargo obligatoire sur les armes fût appliqué universellement à l'encontre de l'Afrique du Sud en premier lieu, et agissant en conséquence en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, avait demandé à tous les Etats, y compris les Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies, d'agir en stricte conformité des dispositions de cette résolution. Le Secrétaire général a également indiqué qu'il souhaitait recevoir, le plus tôt possible, des renseignements sur les mesures prises par leurs gouvernements en application des dispositions de la résolution 418 (1977), étant donné qu'il était prié, aux termes du paragraphe 6, de faire rapport au Conseil de sécurité sur les progrès réalisés dans l'application de la résolution, le premier rapport devant être présenté le 1er mai 1978 au plus tard.
4. Le 29 mars 1978, le Secrétaire général a adressé une note (voir annexe II ci-après) aux représentants permanents /observateurs permanents/ auprès de l'Organisation des Nations Unies des Etats qui n'avaient pas encore répondu à sa note datée du 10 novembre 1977. Au 28 avril 1978, le Secrétaire général a reçu 90 réponses. On trouvera dans l'annexe IV ci-après la liste alphabétique des Etats qui ont répondu, avec indication de la cote des documents du Conseil de sécurité dans lesquels le texte de ces réponses est reproduit intégralement.
5. A sa 2052ème séance, le 9 décembre 1977, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution 421 (1977), dont le texte est reproduit ci-après :

"Le Conseil de sécurité,

Rappelant sa résolution 418 (1977) du 4 novembre 1977, dans laquelle il a constaté, eu égard aux politiques et aux actes du Gouvernement sud-africain, que l'acquisition par l'Afrique du Sud d'armes et de matériel connexe constitue une menace pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et a décrété un embargo obligatoire sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud,

* Conformément à la pratique établie du Secrétariat, le terme "tous les Etats" désigne les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, ou membres d'une institution spécialisée, ou membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ou les Etats parties au Statut de la Cour internationale de Justice.

Conscient de la nécessité de disposer d'un mécanisme approprié pour examiner les progrès accomplis dans l'application des mesures prévues dans les dispositions de la résolution 418 (1977),

Notant qu'il a prié le Secrétaire général de lui faire rapport sur les progrès réalisés dans l'application de la résolution susmentionnée,

1. Décide d'instituer, conformément à l'article 28 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, un comité du Conseil de sécurité, composé de tous les membres du Conseil, qui sera chargé d'accomplir les tâches suivantes et de présenter au Conseil un rapport sur ses activités, accompagné de ses observations et recommandations :

a) Examiner le rapport que présentera le Secrétaire général sur les progrès réalisés dans l'application de la résolution 418 (1977);

b) Etudier les moyens permettant de rendre l'embargo obligatoire sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud plus efficace et faire des recommandations au Conseil;

c) Demander à tous les Etats de nouveaux renseignements sur les mesures qu'ils ont prises concernant l'application effective des dispositions énoncées dans la résolution 418 (1977);

2. Invite tous les Etats à coopérer pleinement avec le Comité en ce qui concerne l'accomplissement de ses tâches touchant l'application effective des dispositions de la résolution 418 (1977) et à lui fournir tous les renseignements qu'il pourrait demander en application de la présente résolution;

3. Prie le Secrétaire général d'apporter toute l'aide nécessaire au Comité et de prendre à cette fin les dispositions voulues au Secrétariat, notamment en fournissant le personnel approprié pour assurer le service du Comité."

6. Le Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 421 (1977) concernant la question de l'Afrique du Sud s'est réuni pour la première fois le 28 février 1978 et a élu Son Excellence M. Abdalla Yaccoub Bishara (Koweït) au poste de président, et les représentants de la Bolivie et du Gabon aux postes de vice-présidents. Jusqu'à présent, le Comité s'est réuni trois fois.

7. Dans une note datée du 3 avril 1978 (voir annexe III ci-après), adressée aux représentants permanents /observateurs permanents/ de tous les Etats auprès de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général a appelé leur attention sur le paragraphe 2 de la résolution 421 (1977) et, conformément aux termes de la résolution, a prié les gouvernements de bien vouloir porter à l'attention du Secrétaire général, pour transmission au Comité, tous renseignements qui pourraient être pertinents eu égard au mandat du Comité. Le Secrétaire général n'a encore reçu aucun renseignement de cette nature.

Annexe I

Note datée du 10 novembre 1977, adressée par le Secrétaire général
aux ministres des affaires étrangères de tous les Etats

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Ministre des affaires étrangères de et a l'honneur de se référer à la résolution 418 (1977) que le Conseil a adoptée à l'unanimité le 4 novembre 1977 au sujet de la "Question de l'Afrique du Sud" et dont le texte a été transmis par télégramme à Son Excellence le 4 novembre.

Le Secrétaire général voudrait attirer l'attention de Son Excellence sur le fait que le Conseil de sécurité, "convaincu qu'il est nécessaire qu'un embargo obligatoire sur les armes soit appliqué universellement à l'encontre de l'Afrique du Sud en premier lieu", et "agissant en conséquence en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies," "demande à tous les Etats, y compris les Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies, d'agir en stricte conformité des dispositions de la présente résolution".

Aux termes du paragraphe 6, le Secrétaire général est prié "de faire rapport au Conseil de sécurité sur les progrès réalisés dans l'application de la résolution, le premier rapport devant être présenté le 1er mai 1978 au plus tard". Le Secrétaire général souhaiterait donc recevoir, le plus tôt possible, des renseignements sur les mesures prises par le Gouvernement de Son Excellence en application des dispositions de cette résolution.

Annexe II

Note datée du 29 mars 1978, adressée par le Secrétaire général
aux représentants permanents /observateurs permanents/ auprès
de l'Organisation des Nations Unies qui n'ont pas encore répondu
à sa note datée du 10 novembre 1977

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au représentant permanent /observateur permanent/ de auprès de l'Organisation des Nations Unies et a l'honneur de se référer à la note PO 230 SOAF (dont, pour plus de commodité, copie est jointe à la présente note) qu'il avait adressée au Ministre des affaires étrangères du Gouvernement de Son Excellence en date du 10 novembre 1977 pour lui transmettre le texte de la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité relative à la question de l'Afrique du Sud et lui demander d'envoyer le plus tôt possible des renseignements sur les mesures prises par le Gouvernement de Son Excellence en application des dispositions de cette résolution.

Etant donné que le Secrétaire général est tenu de faire rapport au Conseil de sécurité le 1er mai 1978 au plus tard sur l'application de ladite résolution, il serait reconnaissant au Gouvernement de Son Excellence de lui communiquer ces renseignements le plus tôt possible.

Annexe III

Note datée du 3 avril 1978, adressée par le Secrétaire général
aux représentants permanents /observateurs permanents/ de tous
les Etats auprès de l'Organisation des Nations Unies

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au représentant permanent /observateur permanent/ de auprès de l'Organisation des Nations Unies et a l'honneur d'appeler l'attention du Gouvernement de Son Excellence sur le paragraphe 2 de la résolution 421 (1977) que le Conseil de sécurité a adoptée à l'unanimité le 9 décembre 1977 et dont un exemplaire est joint à la présente note.

Le paragraphe 2 de la résolution 421 (1977) se lit comme suit :

"Invite tous les Etats à coopérer pleinement avec le Comité en ce qui concerne l'accomplissement de ses tâches touchant l'application effective des dispositions de la résolution 418 (1977) et à lui fournir tous les renseignements qu'il pourrait demander en application de la présente résolution."

Conformément aux termes de la résolution, le Secrétaire général prie le Gouvernement de Son Excellence de bien vouloir porter à l'attention du Secrétaire général, pour transmission au Comité, tous renseignements qui pourraient être pertinents eu égard au mandat du Comité.

Annexe IV

Liste des Etats qui ont répondu à la note du Secrétaire général
datée du 10 novembre 1977

<u>Pays</u>	<u>Cote du document du Conseil de sécurité dans lequel est reproduit le texte de la réponse</u>
Algérie	S/12671
Allemagne, République fédérale d'	S/12493
Angola	S/12670
Arabie saoudite	S/12549
Argentine	S/12551
Australie	S/12581
Autriche	S/12632
Bahamas	S/12652
Barbade	S/12552
Belgique	S/12498
Bhoutan	S/12526
Bolivie	S/12449
Bulgarie	S/12496
Canada	S/12462
Chine	S/12501
Chypre	S/12591
Colombie	S/12456
Costa Rica	S/12649
Danemark	S/12510 et Add.1
Egypte	S/12481
Emirats arabes unis	S/12672
Equateur	S/12587
Espagne	S/12613
Etats-Unis d'Amérique	S/12479
Ethiopie	S/12629
Finlande	S/12511 et Add.1

Cote du document du Conseil de sécurité
dans lequel est reproduit le texte de
la réponse

Pays

France	S/12464
Ghana	S/12617
Grèce	S/12630
Guinée équatoriale	S/12665
Guyane	S/12482
Hongrie	S/12485
Inde	S/12467
Indonésie	S/12519
Iran	S/12596
Iraq	S/12535
Irlande	S/12525
Islande	S/12518
Israël	S/12475 et Add.1
Italie	S/12451
Jamahiriya arabe libyenne	S/12452 et Add.1
Jamaïque	S/12656
Japon	S/12495 et Add.1
Jordanie	S/12542
Koweït	S/12476
Lesotho	S/12646
Luxembourg	S/12527 et Corr.1
Malaisie	S/12638
Maldives	S/12550
Mali	S/12605
Malte	S/12662
Mauritanie	S/12628
Mexique	S/12505
Mongolie	S/12634
Nauru	S/12532
Népal	S/12663
Nigéria	S/12643

Cote du document du Conseil de sécurité
dans lequel est reproduit le texte de
la réponse

Pays

Norvège	S/12509 et Add.1
Nouvelle-Zélande	S/12513
Oman	S/12561
Pakistan	S/12528
Panama	S/12472
Pays-Bas	S/12516
Pérou	S/12461
Philippines	S/12447
Pologne	S/12507
Qatar	S/12546
République de Corée	S/12440
République démocratique allemande	S/12487
République démocratique populaire lao	S/12577
République socialiste soviétique de Biélorussie	S/12473
République socialiste soviétique d'Ukraine	S/12474
République-Unie de Tanzanie	S/12530
Roumanie	S/12488
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	S/12494
Samoa	S/12654
Seychelles	S/12483
Singapour	S/12651
Somalie	S/12664
Soudan	S/12659
Suède	S/12508 et Corr.1
Suisse	S/12644
Surinam	S/12556
Tchécoslovaquie	S/12484
Thaïlande	S/12619